



SYNTEC, TACLE AU TOC !

Surprise! Les éditeurs de la presse quotidienne nationale ont un coup d'avance sur le MEDEF et la communication fortement provocatrice de son président.

Ainsi, dans plusieurs groupes, les employeurs annoncent vouloir changer les conventions collectives des professionnels de la presse.

Entre autres réjouissances pour les salariés, baisse du niveau des salaires pour les jeunes et nouveaux entrants, augmentation des jours travaillés, diminution du plafond des indemnités de licenciement, compensation plus faible pour les dimanches et les jours fériés... Cerise sur le gâteau: les éditeurs tentent de contourner le poids des syndicats de la presse en leur déniaient le droit de négocier au niveau de la branche et souhaitent rendre caduque les différentes institutions paritaires régissant le cadre social de la profession.

Dans la foulée des plans de licenciements, des ruptures conventionnelles, des disparitions de titres, d'imprimeries et de dépôts de distribution, des réductions des droits acquis, les éditeurs s'engagent dans une nouvelle offensive d'envergure: supprimer le cadre conventionnel et social existant en presse quotidienne.

Dans l'œil du cyclone aujourd'hui, les cadres et employés –«fonctions supports»– des groupes Amaury, Le Monde et de la Dépêche du Midi devraient succomber à un diktat

patronal inacceptable: abandonner leurs conventions collectives «au profit» de la Syntec, convention collective du moins-disant social du MEDEF.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette razzia contre le droit du travail et des salariés s'effectue avec le concours d'aides publiques très importantes. Aides aux entreprises et aides à la presse tombent dans une même escarcelle puisque les patrons du CAC 40 détiennent et monopolisent l'ensemble des médias et des grands groupes de presse. Folie d'une époque, il n'est exigé pour les bénéficiaires de ces mannes providentielles aucune contrepartie. Le Gouvernement, contrairement aux discours rassurants, est donc complice.

La méthode: concocter une propagande bien rodée en agitant en permanence la litanie de la « crise » ou de la compétitivité. Crise financière, crise des entreprises ou crise de la presse, les solutions proposées par le patronat sont toujours les mêmes: détruire le modèle social français et amputer les salariés de leurs acquis sociaux. Pourtant, le classement Challenges démontre que les Cassandre de la crise accumulent des milliards supplémentaires d'une année à l'autre (le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a progressé de 40% en deux ans!).

Le Comité Inter CGT s'oppose résolument à la politique irresponsable de certains éditeurs de la presse quotidienne et appelle les salariés de la profession à se mobiliser.

Le Comité Inter CGT intervient dès aujourd'hui auprès du SPQN afin qu'une réunion paritaire de première instance puisse se réunir dans les plus brefs délais. Nous exigeons le retrait pur et simple de tels projets et souhaitons connaître les réelles intentions des éditeurs: s'agit-il d'actes isolés ou bien d'une politique concertée ?

Par ailleurs, le Comité Inter CGT interpelle les pouvoirs publics pour mettre en œuvre une réunion entre la Filpac CGT, le SPQN, le SPQR, la FNPS et le SEPM, afin que puissent s'engager, sans tarder, de véritables négociations sur les filières de métiers de la profession.

Paris, le 22 septembre 2014